

CAMEROUN

Deux fillettes perpètrent un double attentat-suicide

Un double attentat-suicide a fait hier plusieurs morts et de nombreux blessés à Maroua, chef-lieu de l'Extrême-Nord du Cameroun, une région régulièrement ciblée par les insurgés islamistes nigériens de Boko Haram, selon les autorités locales.

Deux jeunes filles âgées «de moins de 15 ans» se sont fait exploser au marché central de la ville et dans le quartier haous-

sa voisin, a affirmé à l'AFP le gouverneur de la région, Midjiyawa Bakari.

Ce double attentat a fait plusieurs morts et au moins 22 blessés, selon M. Bakari, qui n'était toutefois pas encore en mesure de fournir un bilan précis.

Les faits ont été confirmés par une autre source proche des autorités locales. Aux environs de 15H00 (14H00 GMT), «deux fillettes qui faisaient de la mendicité se sont fait exploser», faisant une dizaine de morts, a-t-elle expliqué.

Un journaliste camerounais présent dans la ville a également fait état d'un «double attentat-suicide» qui a fait plusieurs morts.

Il s'agit du deuxième attentat-suicide au Cameroun en 10 jours. Le 12 juillet, deux femmes kamikazes s'étaient fait exploser à Fotokol, localité frontalière du Nigeria, tuant 11 personnes dont 10 civils et un soldat tchadien.

Depuis deux ans, les islamistes nigériens ont enchaîné raids meurtriers et enlè-

vements dans l'Extrême-Nord, mais ces attentats-suicides en territoire camerounais sont sans précédent.

Le Cameroun participe avec plusieurs pays voisins (Nigeria, Tchad, Niger) à une coalition militaire régionale mise sur pied début 2015 contre Boko Haram.

Bien qu'affaiblis, les insurgés ont multiplié les violences dans la région du lac Tchad ces dernières semaines, démontrant une capacité de nuisance encore considérable.

APRÈS DE NOUVELLES ACCUSATIONS D'ESPIONNAGE

Berlin réclame des explications à Washington

Berlin a indiqué mercredi avoir réclamé des explications des Etats-Unis, après de nouvelles informations de presse selon lesquelles le renseignement américain avait espionné des ministères et le chef de la diplomatie Frank-Walter Steinmeier.

«Nous avons demandé des éclaircissements au gouvernement américain», a indiqué en réponse à une question le porte-parole du ministère des Affaires

étrangères Martin Schafer. «Le secrétaire d'Etat Stephan Steinlein a contacté l'ambassadeur américain John Emerson, l'a confronté avec les accusa-

tions et a insisté pour que nous obtenions de la partie américaine les explications et éclaircissements nécessaires concernant ce dossier et tous les dossiers encore ouverts», a-t-il expliqué, lors d'une conférence de presse gouvernementale régulière.

Selon des documents de Wikileaks rendus publics par le

quotidien *Süddeutsche Zeitung* et les chaînes publiques NDR et WDR, la NSA a espionné durant des années les ministères de l'Economie et des Affaires étrangères.

En outre, un téléphone portable du chef de la diplomatie Frank-Walter Steinmeier figureait sur la liste des cibles de cette agence américaine de renseignement.

Soulignant qu'il ne disposait d'aucune preuve de l'authenticité des documents de Wikileaks, M. Schafer a réaffirmé la position du gouvernement allemand : «En tout état de cause, nous préférons que rien de tel ne se passe, mais il n'en reste pas moins que nous avons un intérêt capital, en

politique étrangère, (...) à coopérer de manière (...) constructive avec les Etats-unis», singulièrement en matière de lutte contre le terrorisme.

Des documents Wikileaks font régulièrement état de l'écoute de membres du gouvernement allemand ou d'entreprises, mais aussi d'espionnage par le renseignement allemand (BND) au profit de la NSA.

A l'automne 2013, des informations sur la mise sur écoute d'un téléphone portable de la chancelière Angela Merkel avait provoqué des tensions entre Berlin et Washington. Mais jusqu'à présent, la justice allemande a estimé n'avoir pas matière à ouvrir une enquête formelle.

AFGHANISTAN

19 morts dans un nouvel attentat-suicide

Au moins 19 personnes ont été tuées mercredi dans un attentat suicide sur un marché du nord afghan, selon les autorités locales, alors que les rebelles talibans intensifient leurs attaques malgré de récents contacts en vue de discussions de paix.

L'attentat, qui a eu lieu dans le district d'Almar de la province de Faryab, près de la frontière avec le Turkménistan, souligne le prix très élevé que continuent de payer les civils dans cette guerre qui dure depuis plus de 13 ans.

L'attaque n'a pas été revendiquée, mais son mode opératoire correspond à l'un de ceux habituellement employés par les talibans.

Un kamikaze s'est fait exploser sur le marché principal du district, tuant 19 personnes, selon Subhan Quli Ebrahimi, le chef de la police de la province de Faryab. Ce bilan a été confirmé par la mission de l'ONU en Afghanistan, dont le chef Nicholas Haysom a condamné une attaque «effroyable».

Parmi les personnes tuées se trouvent "des femmes, des enfants et au moins un soldat afghan", a expliqué à l'AFP Abdul Sattar Barez, le gouverneur de la province.

«Nous avons reçu des informations indiquant qu'un kamikaze était entré dans le marché d'Almar, et envoyé des forces de police pour le chercher. Nous étions en train de le faire lorsqu'il s'est fait exploser», a déclaré de son côté Saïf, le chef de l'antenne de la police locale qui, comme

beaucoup d'Afghans, n'a pas de nom de famille.

Cet attentat survient alors que les talibans ont intensifié leurs attaques contre les forces afghanes et leurs alliés de l'Otan à travers le pays ces derniers mois, après la fin de la mission de combat des troupes de l'Otan dans le pays en décembre dernier.

Les insurgés mènent de plus en plus d'opérations hors de leurs bastions traditionnels du sud et de l'est, notamment à Kaboul et dans les provinces autrefois très calmes du nord.

Ils assurent tout mettre en oeuvre pour protéger les civils au cours de leurs opérations, mais ces derniers payent le prix fort de ce conflit. Selon l'ONU, près de 1 000 civils afghans ont péri dans des violences sur les seuls quatre premiers mois de cette année.

L'intensité des combats n'a pas empêché, pour la première fois depuis la chute du régime des talibans en 2001, une prise de contact officielle en vue de pourparlers de paix entre responsables du gouvernement de Kaboul et une délégation des talibans.

La rencontre a eu lieu à Murree, au Pakistan voisin, facilitée

par Islamabad et supervisée par les Etats-Unis et la Chine.

Les deux camps ont prévu de se rencontrer à nouveau ces prochaines semaines, nourrissant l'espoir d'une prochaine fin du conflit, notamment chez les Américains et leurs alliés occidentaux, qui ont dépensé depuis 2001 des centaines de milliards de dollars pour occuper militairement le pays sans arriver à le stabiliser.

Depuis la fin de la mission de combat de l'Otan en décembre dernier, 12 500 soldats étrangers sont déployés en Afghanistan dans le cadre d'une nouvelle mission baptisée «Soutien résolu», chargée de former et de conseiller les forces afghanes.

Ces dernières sont depuis décembre seules face aux talibans sur le terrain, même si elles peuvent parfois compter sur le soutien aérien occidental en cas de besoin.

Mais cette coopération ne va pas sans heurts: lundi, l'aviation américaine a tué par erreur 10 soldats afghans lors d'un bombardement dans le Logar, une province située juste au sud de Kaboul et où les talibans sont très implantés.

Ces tirs fratricides contribuent à attiser la rancœur des populations locales. En décembre dernier, cinq civils avaient ainsi été tués «par erreur» dans un raid aérien des forces de l'Alliance atlantique dans cette même province de Logar.

EN VUE D'ÉVITER UNE ESCALADE DE VIOLENCE

L'Union africaine déploie des militaires et des observateurs au Burundi

L'Union africaine a annoncé hier le déploiement de militaires et d'observateurs des droits de l'Homme au Burundi, alors que le dépouillement de l'élection présidentielle a débuté mardi soir.

Ce déploiement «vise à prévenir une escalade de la violence au Burundi, ainsi qu'à faciliter l'aboutissement des efforts de règlement de la grave crise que connaît le pays», précise un communiqué de l'UA.

Les experts militaires seront chargés de vérifier «le processus de désarmement des milices et autres groupes armés», ajoute le texte.

Les Imbonerakure, membres de la Ligue de jeunesse du parti au pouvoir qui ont entretenu un climat de terreur avant les élections, sont notamment considérés comme une «milice» par les Nations Unies.

Aucun détail n'a été donné quant au nombre ou l'origine des observateurs qui seront déployés. L'UA n'avait envoyé personne pour superviser l'élection et avait appelé au report de celle-ci.

La candidature de M. Nkurunziza à un troisième mandat, dénoncée par l'opposition, a plongé depuis fin avril le Burundi dans une profonde crise politique, émaillée de violences qui ont fait plus de 80 morts et poussé quelque 160 000 Burundais à fuir leur pays.

Dans le communiqué, la présidente de la commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, appelle «tous les acteurs burundais» à apporter «leur entière coopération à l'équipe des observateurs» et précise que seuls «le dialogue et le consensus», permettront de résoudre la crise.

Le résultat du scrutin, boycotté par l'opposition et condamné par la communauté internationale, devrait être annoncé vendredi après-midi, selon la commission électorale nationale indépendante burundaise.

Selon des projections effectuées par la Radio-télévision nationale du Burundi (RTNB), le président Pierre Nkurunziza est assuré d'être élu au premier tour.